

## APPROCHES

---

### *Au Mexique, anomalies d'une réforme agraire et paysages trompeurs : la recherche d'un espace fonctionnel*

Jean-Yves MARCHAL, Odile HOFFMANN

Pour la zone tropicale, G. SAUTTER et P. PELISSIER (1964, 1970) ont défini le terroir comme une portion de territoire approprié, aménagé et utilisé par le groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence. Les travaux réalisés dans leur mouvance ont enrichi et nuancé cette approche mais, dans tous les cas étudiés, l'accent a été mis sur la reconnaissance d'un espace villageois, continu ou discontinu, englobant un groupe d'habitations, où l'on peut identifier des rapports spécifiques entre les habitants et la terre.

Les études menées sur les milieux ruraux d'Europe occidentale, et particulièrement en France, ont également souligné cette correspondance entre groupes sociaux et espaces aménagés. Même si la problématique est parfois différente, l'accent étant mis de préférence sur la vie sociale des groupes étudiés, il est partout question de territoire villageois présenté sous l'angle d'un patrimoine foncier ; ce qui implique, d'une part, la longue durée et, d'autre part, la référence à une appropriation des terres que celle-ci soit collective ou individuelle. Par exemple, dans un numéro de la revue *Etudes Rurales* (1976), qui présente une grande variété d'observations portant sur des régions aussi différentes que la Provence, la région de Strasbourg ou encore le Pays basque, avec des références historiques qui vont du Moyen Age à nos jours, nous relevons les propos suivants : « Chaque communauté rurale s'est lentement constituée, inventant ou adaptant, à partir de milieux différenciés, le système de recettes empiriques et les règles d'économie agraire qui assuraient sa survie, défendant contre les voisins le territoire exploité. » Plus loin, il est question « d'espace où la grille du parcellaire de propriété et d'exploitation imprime l'histoire du groupe qui s'y est perpétué » et de territoire communal considéré comme « espace à fonctions synchroniques multiples découlant de son modèle d'occupation : pour les paysans, il est à la fois lieu de travail, lieu de résidence, moyen de production et bien économique » (cf. CHIVA et PINGAUD, *ibid.*).

#### Configurations sociales et territoriales mouvantes

Si l'on se réfère aux définitions ci-dessus, l'espace rural est donc appréhendé comme un tissu de communautés ayant une histoire marquée par l'ancienneté de

leur installation dans un espace donné. Pourtant, le Mexique présente une conformation bien différente. Nombreux sont les paysans sans terre, les ruraux vivant de l'agriculture mais sans pouvoir de décision sur le mode d'exploitation de leur espace productif, nombreux aussi les paysans qui, une partie de l'année, désertent leur village à la recherche d'un emploi qui puisse permettre la survie de la famille. Tout ceci rend difficile la reconnaissance d'une relation durable avec l'espace, que celle-ci soit mythique, foncière ou simplement économique. Cependant, cela n'empêche pas qu'il y ait des villages. Alors, ces villages sans espace concomitant sont-ils des villages sans terroir ?

Comme nous ne pouvons pas embrasser l'exemple mexicain dans sa généralité, nous porterons notre attention sur le centre de l'Etat de Veracruz qui borde le golfe du Mexique, et chercherons à comprendre de quelle manière, dans un Etat moderne ayant réalisé sa réforme agraire, les relations s'instaurent entre les groupes d'habitants et leur territoire. Nous nous attacherons à la période post-1910, après qu'eut lieu la première révolution des temps contemporains, porteuse d'un mot d'ordre combien idéaliste et, de ce fait, détourné par la suite : « la liberté et la terre ».

Il y eut pour commencer l'occupation espagnole qui, à compter de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, affecta directement le mode de répartition des terres indiennes, ce qui fut le cas dans les aires habitées de la *Sierra Madre Oriental* qui nous intéresse, à quelque cent kilomètres du lieu où débarqua CORTEZ. Dans la région de Xalapa, traversée par la voie royale joignant le port de Veracruz à Mexico, le système de l'*encomienda* se développa très tôt. Il s'agissait, pour remercier les *conquistadores*, de leur accorder des terres ainsi qu'une masse de main-d'œuvre suffisante pour mettre ces terres en valeur. Puis, au XVII<sup>e</sup> siècle, les *reducciones*, ou *congregaciones*, obligèrent les indiens à se regrouper dans des paroisses, modifiant ainsi les lieux de leur habitat et laissant, de ce fait, des terres « vacantes ». Enfin, deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, se développèrent autour de Xalapa, comme partout ailleurs au Mexique, les *haciendas*. Celles-ci durèrent jusqu'à la révolution de 1910 et l'on sait qu'à cette date sept *haciendas*, aux origines remontant parfois au XVII<sup>e</sup> siècle, occupaient plus de cinq mille hectares au sud de la ville de Xalapa (capitale depuis longtemps de l'Etat de Veracruz), sans compter les *ranchos*, de superficies plus réduites et de création plus récente. Ceci fait qu'au début du présent siècle on pouvait estimer à 80 % la proportion de paysans sans terre, obligés peu ou prou à travailler dans les *haciendas* ou *ranchos*.

Survint la révolution puis le partage des terres. L'une et l'autre ne résolurent pas tout comme en témoigne le tableau I qui présente la structure foncière de la région de Xalapa, selon les catégories officiellement reconnues sur tout le territoire de la République fédérale mexicaine (MARCHAL ; PALMA, 1985).

Les grands propriétaires n'ont plus le rôle d'organiseurs de la production qu'ils avaient autrefois mais ils n'ont pas disparu pour autant. En 1980, 1 % des personnes ayant un statut foncier reconnu contrôlait 15 % de la superficie en propriétés de plus de 50 ha et, parmi eux, 0,3 % avait à son actif le contrôle de propriétés dépassant 100 ha. De l'autre bord, apparaissent les petits propriétaires, parfois très petits, possédant moins de 5 ha et appelés *minifundistas* (38 % des tenanciers). Parmi eux, plus de 20 % ne possèdent pas un hectare et sont des gens qui s'apparentent à des paysans sans terre, ceux qui sont classés dans les recensements comme ouvriers agricoles et journaliers. Tout cela signifie qu'une grosse partie de la population rurale autour de Xalapa ne vit pas ou ne vit que très peu de la production de ses terres.

Tout différents sont les *ejidatarios*, les gens des *ejidos* : produits de la révolution et de la réforme agraire qui s'ensuivit. Eux représentent 52 % des tenanciers et 56 % des terres recensées. Nous allons en reparler.

Ces trois catégories (grands propriétaires, petits propriétaires et *ejidatarios*) sont constamment recensées dans le cadre des *municipios* qui sont les unités politi-

TABLEAU I  
Structure foncière de la région de Xalapa (1970)  
MARCHAL, PALMA, 1985

	SUPERFICIE (ha )	NBRE D'UNITES FONCIERES
<i>Propriété privée</i>		
inférieure à 5 ha	4 901 (8%)	3 570 (38%)
de 5 à 50 ha	13 084 (21%)	865 (9%)
plus de 50 ha	9 142 (15%)	99 (1%)
sous-total	27 127 (44%)	4 534 (48%)
<i>Ejidos</i>	35 200 (56%)	4 882 (52%)
Total	62 327 (100%)	9 416 (100%)

ques et administratives fondamentales au Mexique comme dans bon nombre d'autres Etats de l'Amérique latine.

Voici donnés les éléments permettant de suivre notre démarche. Elle va intéresser spécifiquement les *ejidos* et leurs habitants : les *ejidatarios* ; soit, la moitié des superficies enregistrées et la moitié de la population recensée. Plus particulièrement, dans le cadre d'un même *municipio*, nous proposons l'analyse de deux *ejidos* situés dans deux contextes écologiques différents et, sur cette base, cherchons à comprendre, d'une part, si la diversité écologique joue un rôle dans l'attribution de fonctions spécifiques affectées à des portions d'espace et, d'autre part, quelles attaches réelles lient les occupants à leur territoire.

### L'ejido dans la réforme agraire

Produit de la révolution de 1910, la réforme agraire eut, dans les premiers temps, des ambitions restreintes : distribuer un minimum de terres en créant des *ejidos*, minimum qui permette l'autosuffisance alimentaire familiale ou, sans aller jusqu'à ce terme, qui puisse assurer un complément au travail salarié agricole, le paysan continuant donc à travailler chez les petits et grands propriétaires (HERZOG, 1964). Ce n'est que vingt-cinq ans plus tard, sous la présidence de CARDENAS (1936-40), que l'*ejido* fut défini sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui : « une source de vie qui libère les habitants du travail salarié journalier » (CEPAL, 1980). Cette fois, la distribution de terres, support d'un développement rural basé sur l'exploitation collective ou individuelle, devait permettre aux gens des campagnes de devenir de réels producteurs susceptibles d'accumuler des surplus et d'alimenter les villes. Mais la politique agraire n'a jamais été nette ; elle se cherche toujours, semble-t-il, au gré des présidences. C'est ainsi que des périodes marquées par des dotations de terre importantes (1936-40, 1970-76) alternent avec des « mises en veilleuse » de la réforme (1920-30, 1940-50) et années post-1976.

Quoi qu'il en soit, il y eut dans tout le pays des dotations de terres sous forme de création d'*ejidos*, ce qui, chaque fois, a correspondu au schéma suivant : donner à un groupe minimal de vingt chefs de famille une portion de terre retirée soit à une grande propriété, soit au domaine de l'Etat, à condition que ce groupe soit organisé autour d'un « comité agraire » ayant choisi ses représentants. Généralement, l'*ejido*

a été fractionné en parcelles, chaque *ejidatario* (bénéficiaire) recevant sa part en usufruit, c'est-à-dire qu'il ne peut ni la diviser par héritage, ni la louer, ni la vendre. Une fois l'*ejido* constitué, le groupe doit répondre devant les autorités de tutelle (ministère de la Réforme agraire) de son bon fonctionnement par l'entremise d'un « commissariat » constitué de trois membres, sorte de comité habilité à négocier et discuter avec les autorités correspondantes de tout sujet d'intérêt commun : équipement, crédits, assistance technique. Tout *ejido* possède également son conseil de vigilance chargé, comme son nom l'indique, d'assurer le contrôle de la collectivité sur le commissariat. Pour ces deux instances, théoriquement une rotation obligatoire (tous les trois ans) des représentants élus en assemblée assure une mobilité porteuse de démocratie, tous les courants internes au groupe pouvant, un jour ou l'autre, s'exprimer à un poste de responsabilité. En fait, que ce soit par pressions sur les votants ou par falsifications des élections, de petites dynasties familiales (*cacicazgo ejidal*) sont apparues, n'ayant plus pour objectif que de préserver leurs propres intérêts. Une stabilité de l'encadrement des *ejidos* a pu ainsi être assurée, profitant à l'appareil administratif, politique et économique.

En effet, l'*ejido* est à la base d'une structure complexe, multi-pyramidale, chaque instance étant intégrée à un niveau supérieur et ce tant dans le domaine administratif (du commissariat *ejidal* au Comité régional agraire, puis au ministère de la Réforme agraire), que politique (de la Délégation agraire de l'Etat à la Ligue des Communautés agraires, puis à la Confédération nationale paysanne [CNC] et économique, via les institutions chargées du développement agricole (délégation régionale du Secrétariat à l'Agriculture et aux Ressources hydrauliques : SARH ou Institut national mexicain du Café : INMECAFE). Le centralisme accentué de tout le système mexicain et la confusion des genres apparaissant comme un moyen de domination, toutes ces instances dépendent, sous une forme ou sous une autre, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) lequel, au niveau du pays (le Mexique est une fédération d'Etats) structure toute activité politique.

Dans la région de Xalapa, par exemple, on peut dire que la moitié de la population agricole est, de ce fait, « prise » dans une structure qui, partant de l'*ejido*, passe par les commissions régionales puis s'étoffent des différentes institutions de l'Etat de Veracruz. Pour prendre un autre exemple simple, le crédit nécessaire à la culture du café parviendra d'autant plus rapidement à un *ejido* que celui-ci est contrôlé par un commissaire bien intégré dans les structures énoncées ci-dessus.

Dans tous les cas de figure, et ils sont nombreux, l'*ejido* apparaît donc davantage comme une structure d'encadrement économique et politique qu'une structure spatiale de production. C'est l'encadrement du groupe d'habitants qui prime et non la gestion de l'espace dont le groupe a été doté. Bien des nuances seraient à introduire mais, dans le cadre imparti à cet article, nous insistons volontairement sur les caractères dominants (CORDILLO, 1986 ; PRECIADO, 1986) et schématisons comme suit : l'*ejido* est plus une matrice sociale qu'une forme de tenure.

Le projet spatial dont l'*ejido* aurait pu être porteur est d'autant moins pris en compte qu'une fois la terre distribuée, la gestion de l'espace est rarement collective ou, si elle l'a été dans les premières années suivant immédiatement la constitution du groupe, elle ne l'est plus. Il n'existe pas d'instance de décisions venant coiffer, en matière de gestion agricole de l'espace, les strictes décisions de chaque *ejidatario*<sup>1</sup>.

Ajoutons que la communauté d'intérêts que représente un groupe d'*ejidatarios* est parfois fragile du fait que ses membres proviennent d'horizons divers, tant géographiques que sociaux. Souvent, ils ne se trouvent réunis en un lieu que par le hasard d'une décision provenant du ministère de la Réforme agraire. Les différences et divergences initiales entre *ejidatarios* d'origines urbaine ou rurale, autochtone ou immigrée, ont tourné parfois à l'affrontement (MEYER, 1976) et, d'une manière générale, ont empêché ou freiné la formation de véritables communautés.

1. Le cas des *ejidos* collectifs, impulsés sous les présidences de CARDENAS (1936-40) et de ETCHERRIA (années 70), serait à considérer à part. Il ne se rencontre pas à Xalapa.

Résumons-nous. De par l'origine même de l'*ejido* : création institutionnelle, il ne peut y avoir d'investissement collectif de l'espace. Son territoire est la somme de parcelles éjidatariales et non l'espace approprié par une collectivité. Il y a dysfonction entre l'unité sociale et l'espace qu'elle utilise, entre le groupe fonctionnant comme tel dans la sphère socio-politique et les individus exploitant leurs parcelles. Comme si l'on n'avait fait qu'ajouter une dimension territoriale à une structure par essence politique et économique, comme si la situation s'était inversée par rapport à l'ordre des priorités affichées qui fut : premièrement, donner la terre et deuxièmement, donner consistance au groupe créé.

Face à l'*ejido*, nous sommes loin des communautés rurales « classiques », où le groupe entretient avec son espace des relations complexes, à la fois d'ordre économique et social (voire religieux), aux niveaux individuel, familial et collectif, relations forgées par une histoire et des pratiques spatiales communes. C'est sur quoi nous voulons insister avant d'analyser deux exemples d'*ejidos* situés dans le *municipio* de Xico, proche de Xalapa. Ce *municipio* est disposé le long du versant oriental du *Cofre de Perote* (qui culmine à 4 200 m) et offre de ce fait toutes les possibilités d'exploitation d'une séquence altitudinale. Dans les « hauts » de Xico, c'est la forêt de pins, les pommes de terre et le maïs ; dans les « bas », le café. Entre ces deux positions : un élevage bovin laitier (fig. 1).

Un peu plus de 14 500 hab. sont recensés à Xico : 5 000 ruraux répartis en une trentaine de petites localités et 9 500 habitants vivant dans le bourg mais ayant pour

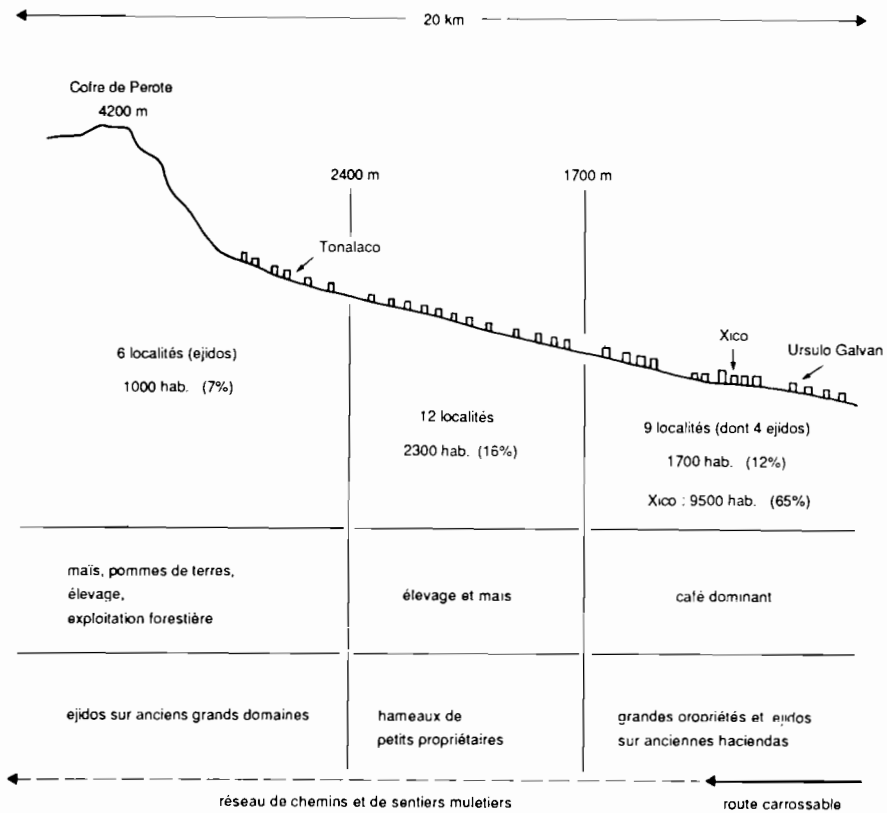


FIG. 1. — Le municipio de Xico

la majorité d'entre eux des occupations rurales. Il y a à Xico 570 propriétaires (grands et petits) et 780 *ejidatarios* dispersés en dix *ejidos* qui font partie de la trentaine de localités mentionnées. Les uns et les autres se partagent à peu près à parts égales les terres du *municipio* mais moins de 1 % des propriétaires possèdent chacun plus de cent hectares et détiennent ainsi près de 20 % du capital foncier.

### Ursulo Galvan : le morcellement dans un paysage caféier homogène

Situé dans l'étage caféier, à 1 200 m d'altitude, l'*ejido* de U. Galvan a été fondé en 1936 par 104 *ejidatarios*. A cette date, la plupart des bénéficiaires étaient ouvriers agricoles et résidaient au bourg de Xico, tout proche. Quelques-uns, cependant, vinrent de beaucoup plus loin, soit du nord de l'Etat de Veracruz, soit des villages côtiers, attirés par les rumeurs faisant état de distributions de terre en ces lieux proches de la capitale de l'Etat. A chacun d'eux fut remis 4 ha : 416 ha au total prélevés sur les terres de deux *haciendas* démantelées. Un village était fondé ; la localité compte aujourd'hui quelque 600 hab.

A la répartition initiale des lots, théoriquement égalitaire, a succédé une période de réacommodement des forces, où les mieux placés politiquement s'attribuèrent plusieurs parcelles (le lot pouvant atteindre jusqu'à 20 ha) aux dépens de la majorité qui ne conserva dès lors que des portions congrues (parcelles atteignant dans certains cas moins de 1 ha).

Aujourd'hui, l'organisation du groupe (le comité et les assemblées) fonctionne pour l'attribution des crédits nécessaires à chaque campagne de café (achats d'engrais, frais de récolte) et met à épreuve sa compétence chaque fois qu'il faut négocier avec les autorités locales à propos des équipements. Etre *ejidatario* c'est donc bien avoir une existence légale, c'est être reconnu dans le dispositif régional, lui-même emboîté dans une structure plus large, comme nous l'avons montré. L'existence du groupe se manifeste surtout dans l'aménagement de l'espace loti (réfection des rues, construction d'une école, pose d'adductions d'eau) qui fait l'objet de réunions où l'assiduité de tous est requise. Mais qu'en est-il de l'aménagement de l'espace agricole ?

Aux premiers temps de l'*ejido*, avec la poursuite de la culture de la canne à sucre, héritée des anciennes *haciendas*, et le travail de défrichement précédant la mise en culture de parcelles de maïs, pour l'autoconsommation, l'exploitation présentait des caractères collectifs : les travaux lourds imposaient l'entraide à charge de réciprocité et l'on pouvait assister à des prêts de matériel. Ce système a duré le temps que se terminent les défrichements les plus importants et qu'apparaissent les premières tensions. A la suite de quoi, le chacun-pour-soi se généralisa, aidé en cela par l'extension prise par l'arboriculture : entendons le café, et l'abandon de la canne.

La culture du café, généralisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle autour de Xalapa, est apparue en petits lots dispersés dès la fondation de l'*ejido*, puis les surfaces en café se sont étendues jusqu'à occuper la quasi-totalité de l'espace dans les années 1970, à la suite d'une forte élévation des cours sur le marché international et à la mise en place de l'encadrement de l'INMECAFE (introduit à Ursula Galvan à la même époque). Le café représente actuellement, dans la région, la production la plus rentable à l'hectare, devant la canne à sucre et l'élevage laitier et ce malgré des rendements moyens annuels de 15 quintaux/ha (ALCANTARA, BERNARD, 1984 ; DAVIRON, 1985)<sup>2</sup>. Un développement du café dans de telles assurances fait que tous les *ejidata-*

2. Un *quintal* correspond à 250 kg de café-cerise et à 48 kg de café-grain.

rios le cultivent aujourd'hui, souvent sur la totalité de leurs dotations, converties de la sorte en *fincas* (parcelles de café).

Le territoire d'Ursulo Galvan est donc une mosaïque de parcelles, chacune représentant généralement l'unique capital foncier de son bénéficiaire. L'exploitation s'organise autour de la *fincas* et d'elle seule, avec une conduite individuelle des pratiques diffusées par l'INMECAFE et appliquées selon le bon vouloir, le capital et la force de travail de l'*ejidatario*. Le paysage est laniéré selon le découpage initial en lots et, dans ce paysage, on peut lire directement la gestion « individualiste » d'un territoire sensé être commun. Aucune complémentarité n'est mise à profit à l'intérieur du bloc formé par les 416 ha, que cette complémentarité soit de nature écologique (variation de la qualité des sols, exposition le long des versants) ou économique (accessibilité aux parcelles, distance par rapport au village), pour compartimenter l'espace de manière sélective. Rien ne laisse apparaître un schéma organisateur qui serait de nouveau supérieur à celui de la parcelle. Le café couvre l'ensemble à perte de vue, des fonds de vallée aux lignes de crêtes parce que chacun des exploitants y joue l'atout café avec ses propres moyens. Si le paysage varie c'est dans l'infini détail d'un lot à l'autre, détail lié aux pratiques culturelles (BLANCPAMARD, 1986). L'homogénéité du paysage caféier est donc le produit de stratégies individuelles entretenues par un même consensus économique. Il serait vain d'y chercher des terroirs.

### Tonalaco : apparemment un terroir mais des paysans absents

Dans le même *municipio*, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'U. Galvan, l'*ejido* de Tonalaco présente de tout autres caractéristiques. A 3 000 m d'altitude, les conditions écologiques ne permettent qu'une culture annuelle de maïs, haricots et pommes de terre à rendements faibles et très irréguliers. L'exploitation forestière, qui apportait le plus gros des revenus avec la vente de bois de pin et de chêne, y a été interdite depuis 1952. Un petit élevage d'ovins et de caprins subsiste néanmoins dans les clairières apportant un léger complément à une situation économique précaire.

Ici, la dotation s'est faite en 1937. Elle attribua 536 ha, dont un tiers en forêt sur relief accentué, à 44 bénéficiaires. Ces derniers connaissaient déjà les lieux car, originaires de petites localités voisines, ils logeaient à l'époque dans un campement où séjournaient les travailleurs d'un *rancho* sylvo-pastoral qui s'étendait sur plus de 2 000 ha. Une relative communauté de genres de vie, dans un espace montagnard rude et difficile d'accès, aux traditions indiennes encore maintenues, réunissait donc, au départ, les *ejidatarios*.

Dès que fut fondé l'*ejido*, la culture du maïs et du haricot, base de l'alimentation, se développa au moyen des techniques habituelles : culture sur brûlis avec rotation de parcelles. L'espace ne manquait pas. Et, pour que ces habitudes puissent se perpétuer, la dotation ne fut pas accompagnée d'une parcellisation définitive, comme ce fut le cas à U. Galvan, mais il fut convenu que les parcelles de culture seraient établies dans les secteurs les moins défavorables, c'est-à-dire sur les pentes faibles alors que les pentes raides et les ravins étaient réservés au parcours du petit bétail et à l'exploitation forestière (devenue clandestine).

Ici, donc, le paysage révèle au premier coup d'œil une organisation spatiale de la production, qui reproduit sur la dotation de terres les pratiques ancestrales de la Sierra et de l'*Altiplano* froid. On est à deux doigts de reconnaître un terroir puisque l'attribution différenciée de fonctions aux différentes parties de la dotation apparaît comme le fruit d'une perception, d'une connaissance et d'une utilisation de l'espace par le groupe qui l'exploite. En une cinquantaine d'années, ce groupe aurait donc, d'une part, réussi son intégration, favorisée par les origines communes de ses membres, et, d'autre part, organisé l'aménagement de son espace.

Cependant, malgré la relative étendue de ce « terroir », ses habitants ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins vivriers primordiaux du fait d'un climat local relativement sec et froid qui fait que, par exemple, le maïs (céréale de base) produit moins d'une tonne à l'hectare, une année sur trois. Comme l'exploitation de la forêt est aujourd'hui discrète, du fait des interdictions, et que parallèlement de nouveaux règlements entravent le libre parcours du petit cheptel (accusé de nuire à la régénération naturelle et de détruire les nouvelles plantations) on voit mal comment les *ejidatarios* de Tonalaco, pourtant suffisamment dotés en terre<sup>3</sup>, pourraient se maintenir sur place. L'*ejido* a cessé d'être un support économique viable et seul le travail salarié, hors de l'*ejido*, permet aux familles, non de vivre, mais de survivre, comme dans l'ancien temps.

Les départs sont donc fréquents vers les zones d'emploi que sont, soit les « bas » du *municipio* (récolte du café et récolte des mangues et de la canne à sucre), soit beaucoup plus loin, sur l'*altiplano*, autour de Mexico (dans les secteurs de grande production de céréales et de viande). L'absence des hommes est manifeste six à neuf mois de l'année et, de la fin décembre à la fin février, le village est quasi vide car, cette fois, ce sont des familles entières qui le quittent pour la récolte de café en zone basse. La vie de village n'est réelle, tout le monde étant présent, qu'en février (semis de maïs et de haricots ; plantation de pommes de terre) et en novembre-décembre (récolte de ces mêmes produits). Le retour à Tonalaco reste cependant systématique pour des gens qui n'ont d'autres ancrages que leur *ejido*.

De bien curieux mélanges, ces *ejidos* où, chaque fois, le paysage est trompeur. Mettez le paysage en accusation, a écrit P. GOUROU. Ici, un paysage homogène, foisonnant de végétation arborée, riche de son café et façonné par un agrégat d'exploitants conduisant leurs parcelles de manière autonome. Là, une petite communauté, en milieu rude, montagnard, qui organise et gère collectivement un espace non rentable. Et, dans un cas comme dans l'autre, une structure : l'*ejido*, qui perdure parce qu'elle donne un statut social, une identité dans le jeu (l'enjeu ?) politique et économique moderne. Et l'on s'y accroche.

Alors, reprenons du champ ; regardons le paysage de plus haut et reposons-nous la question : qu'est-ce qui, dans ce milieu fondamentalement rural où tout s'enchevêtre, structure l'espace ? Quelle est l'unité où s'organisent définitivement les relations entre habitants et territoire ? Ne quittons pas le *municipio* de Xico et regardons-le, posé dans ce décor de la Sierra Madre Oriental, en nous aidant de la figure 1.

### Les gens des hauts et les gens des bas ; une même collectivité

C'est d'abord un versant de volcan, celui-là même où HUMBOLDT fonda ses réflexions sur les étages de végétation : « C'est là, qu'à chaque pas, on voit changer la physiologie du pays, l'aspect du ciel, le port des plants (...), les mœurs des habitants et le genre de culture auquel ils se livrent » (Ed. Maspero, 1980). Aujourd'hui, l'aire caféière occupe les « bas », là où se situe Ursulo Galvan, naguère étage des forêts de *liquidambars*. Les « hauts », où Tonalaco a été fondé, sont toujours brumes et froids, lieux où s'entremêlent pins et chênes, jusqu'aux plaines élevées de Perote : l'*altiplano*.

C'est entre les « hauts » et les « bas » que la vie s'organise, que les échanges de produits et de main-d'œuvre s'opèrent et, ce, à l'intérieur même des limites

3. A la dotation initiale de 536 ha (1937) a succédé une « ampliation » de 420 ha, en 1975, pour quatre-vingt nouveaux *ejidatarios*. Ceci n'a pas contrarié l'évolution décrite.



du *municipio* qui sont connues, fixées et maintenues depuis plus de quatre siècles (HOFFMANN, 1984). Bien entendu, la vie moderne oblige à déborder ces limites. On trouve un emploi près de Mexico, un salaire saisonnier sur les champs de canne de la côte mais, chaque jour, les mouvements s'opèrent sur les sentiers qui mènent au bourg. On descend avec du bois et on remonte le soir, une fois faits les achats. La récolte du café, dans les « bas », appelle les familles des « hauts ». Tout un réseau de relations anciennes, tissé sur un même espace, ancré de lieux en lieux.

La fondation des *ejidos*, six dans les « hauts » où, auparavant, il n'existait pas d'habitat fixe, et quatre dans les « bas », lieux de prospérité grâce au café, de même que l'existence ancienne, à mi-pente, de hameaux où viennent dormir, plutôt que vivre, les *minifundistas* travaillant dans les *fincas* ou les ranchos d'élevage voisins, n'ont rien changé à la configuration de l'ensemble reconnu depuis l'indépendance (1821) comme *municipio* de Xico. C'est que ce *municipio*, beaucoup plus qu'une simple circonscription administrative d'un Etat moderne, est aussi une unité culturelle et historique, ressentie comme telle par ceux qui y résident, tant par les riches « urbanisés » des « bas » que par les pauvres aux baraquements sommaires des « hauts », tant *minifundistas* que petits, moyens, gros propriétaires, ou encore *ejidatarios*.

Après avoir mis le paysage entourant chaque localité en accusation, que cette localité soit le centre d'un *ejido* ou l'habitat de paysans sans terre, après avoir suivi les sentiers muletiers et parlé avec ceux qui les empruntent au quotidien, nous nous apercevons que, des chapelles aux croix marquant les chemins jusqu'à l'église du bourg, nous sommes en présence d'une même communauté (MEYER, 1976) proclamant, par-delà les différences (une fois de plus, ce n'est pas l'économique qui prime), son identité de *xiquena* (de Xico) et vivant de la complémentarité offerte par un même espace aux limites fixées depuis 1542. Il s'agit des limites du territoire de la communauté indienne qui accueillit CORTEZ en 1520 et qui devinrent, par la suite, limites de paroisse. Nous voilà bien loin de la tenure foncière actuelle. Celle-ci est plaquée sur un espace historique complexe qui se maintient, génération après génération.

C'est à l'échelle du *municipio* que l'on saisirait enfin, dans la région de Xalapa, l'unité rurale fonctionnelle, là où « la diversité offre des chances d'exploitation, de colonisations multiples, en autorisant des terroirs complexes, étagés : de bas-versant, de collines, de plaines, de cultures aux exigences diverses » (REVEL-MOUROZ, 1971). Mais nous ne présageons pas qu'il en soit ainsi dans tout le Mexique.

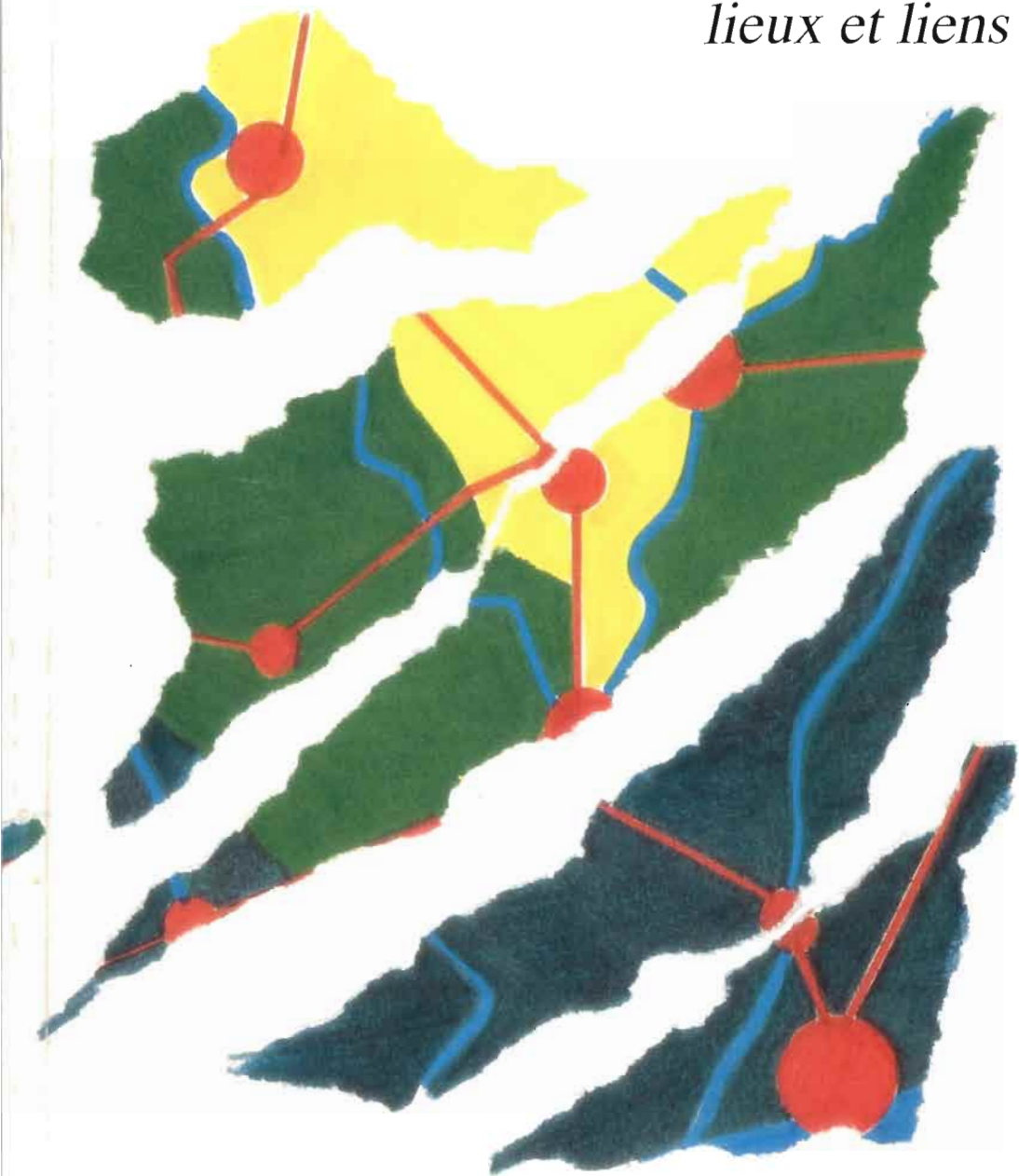
## BIBLIOGRAPHIE

- ALCANTARA (A.), BERNARD (C.) 1984 — *Emergence et développement de la production de café dans le bassin sucrier de Coatepec*, Paris, INAPG, multigr.
- BLANC-PAMARD (C.), 1986 — *Paysages du café dans le municipio de Xico*, Paris, UA-94, CNRS, multigr.
- CEPAL, 1980 — *Economía campesina y agricultura empresarial*, Mexico, multigr.
- CHIVA (I.), PINGAUD (M.-C.), 1976 — Pouvoirs et monde rural : présentation de recherches. *Pouvoir et patrimoine au village, Etudes Rurales*, n° 63 : 5-13.
- CORDILLO (G.), 1986 — La alianza del movimiento campesino con el estado. *Ejido, Estado y movimiento campesino*, Mexico, Univ. de Chapingo : 14-46.
- DAVIRON (B.), 1984 — *Chronologie du marché international du café : 1929-84*, Montpellier, INRA-IAMM, multigr.
- HERZOG (S.-J.), 1964 — *El agrarismo mexicano y la reforma agraria*, Mexico, FCE.
- HOFFMANN (O.), 1984 — *Géographie d'un espace diversifié des hautes terres du Veracruz : le municipio de Xico*, Paris, ORSTOM, multigr.
- HUMBOLDT (A. de), 1804 — *Voyages dans l'Amérique équinoxiale, Itinéraire*, Ed. Maspero. La découverte, 1980.

- MARCHAL (J.-Y.), PALMA (R.-G.), 1985 — *Análisis gráfico de un espacio regional : Veracruz*, INIREB-ORSTOM, Xalapa.
- MEYER (J.), 1976 — *Division administrative dans le Mexique indépendant. L'espace mexicain, questions d'actualité*, Travaux et Documents de l'IHEAL n° 29, T. 2 : 3-8.
- PRECIADO (J.), 1986 — *Pouvoir local, municipale et territoire dans l'Etat du Jalisco*, Paris, IHEAL, multigr.
- REVEL-MOUROZ (J.), 1971 — *Mexique, aménagement et colonisation du Tropic Humide*, Paris, Travaux et Documents de l'IHEAL n° 27.
- SAUTTER (G.), PELISSIER (P.), 1964 — *Pour un atlas des terroirs africains : structure-type d'une étude de terroir. L'Homme*, vol. IV, fasc. 1 : 56-72.
- SAUTTER (G.), PELISSIER (P.), 1970 — *Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches. Etudes Rurales*, vol. n° 37-39 : 7-45.
- WOMACK (J.), 1976 — *Emiliano zapata et la révolution mexicaine*, Paris, Maspero Ed., Cahiers libres : 314-316.

# *Tropiques*

*lieux et liens*



**Editions de l'ORSTOM**

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

*avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique,  
de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
et du Ministère des Affaires Etrangères*

## Sommaire

**Présentation** - P. PELISSIER ET G. SAUTTER

**Avant-propos** - P. GOUROU

**Liens** - C. BLANC-PAMARD, A. LERICOLLAIS, J. GALLAIS,  
H. ATTIA

**Campagnes en devenir** - J.-Y. MARCHAL, O. HOFFMANN,  
L. MESCHY, J. PELTRE-WURTZ, J. BOULET, G. DANDROY,  
C. SEIGNOBOS, B. ANTHEAUME, V. LASSAILLY-JACOB,  
B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, J. BOUTRAIS, M.-C.  
CORMIER-SALEM, A. LERICOLLAIS, C. BLANC-PAMARD,  
M. BENOIT, H. RAKOTO-RAMIARANTSOA, O. SEVIN, B.  
TALLET, Y. DEVERIN, J. RAMAMONJISOA, L. DUBOURDIEU.

**Autour des villes** - J.-L. CHALEARD, A. DUBRESSON, G.  
SALEM, M. LE PAPE, C. VIDAL, A. MANOU-SAVINA, P.  
PELTRE, G. MAINET, Y. MARGUERAT, J.-L. DONGMO,  
J. CHAMPAUD.

**Compositions d'espaces** - A. SECK, M.-C. AQUARONE,  
R. POURTIER, J.-P. RAISON, M. LESOURD, A. GASCON,  
M. PORTAIS, E. GU-KONU, C. TAILLARD, A. SAUSSOL,  
J. BONNEMAISON, L. CAMBREZY, J. PLYA, G. SAVONNET,  
E. BERNUS, J.-C. ROUX, A.-M. PILLET-SCHWARTZ, M. PE-  
PIN-LEHALLEUR, A. HALLAIRE, J. O. IGUE, A. SCHWARTZ.

**Liste des auteurs**

**Table des matières**